

DES NOUVELLES D'OUTRE-RHIN
JANVIER 2021
N°5



Les 10 mots de la semaine

- La feuille de route
- La déclaration de principe
- La formule-clé
- La mesure phare
- Le phare
- Le délai de prescription
- L'atteinte à la pudeur
- Le rapporteur public / La rapporteure publique
- La neutralité carbone
- L'omerta

5 expressions

- Dresser un constat (sévère)
 - Appliquer une directive
 - Faire voler en éclat
 - Mettre en demeure
 - Décortiquer
- 5 Ausdrücke**
- Eine negative Bilanz ziehen
 - Eine Richtlinie umsetzen
 - Zertrümmern
 - In Verzug setzen, auffordern
 - Schälen, analysieren

Worte der Woche

- Die Roadmap
- Die Grundsätzerklärung
- Der Schlüsselwort
- Die Vorzeigemaßnahme
- Der Leuchtturm
- Die Verjährungsfrist
- Der unanständige Übergriff
- Der öffentliche Berichterstatter
- Die CO2-Neutralität
- Die Omerta

2021, calendrier vert : le One Planet Summit et l’Affaire du siècle
La France vient de publier sa stratégie nationale des aires protégées, à l’issue du *One Planet Summit* qui s’est tenu au début de ce mois de janvier¹.

Qu'est-ce que le *One Planet Summit* ?

Il s’agit d’un sommet pour l’environnement qui s’est tenu en 2017 pour la première fois, soit deux ans après l’accord de Paris sur le climat, sous l’égide de la France et de concert avec les Nations Unies et la Banque Mondiale.

Le lundi 11 janvier, les chefs d’État d’une trentaine de pays, dont Angela Merkel, Boris Johnson et le vice-premier ministre chinois Han Zheng se sont retrouvés pour une quatrième édition, cette fois dans un format particulier : moitié virtuel, moitié présentiel.

Ils ont énoncé de nouvelles feuilles de route en vue de la quinzième Conférence des Parties (COP) de la Convention de l’ONU sur la diversité biologique. Quatre sujets phare ont été retenu : la protection des écosystèmes, l’agroécologie, les financements et liens entre déforestation et enfin espèces et santé.

Au cours de ce sommet, Emmanuel Macron a dévoilé sa stratégie nationale des aires protégées, stratégie attendue depuis plusieurs semaines. Pourquoi attendre ce sommet pour la révéler ? Il s’agit pour la France d’afficher une ambition : celle de faire adopter l’objectif de protéger un tiers de la surface de la Terre d’ici à 2030 lors de la COP prévue en fin d’année, en Chine.

Qu'est-ce que ce texte ?

Il s’agit d’une feuille de route qui vise à enrayer la perte de biodiversité d’ici à 2030. Son originalité est d’intégrer *en même temps* métropole et outre-mer, enjeux terrestres et maritimes². La formule-clé est la suivante : la France s’engage à protéger 30% de la biodiversité dans ses territoires terrestres et marins dans les dix prochaines années. Elle s’engage aussi à placer 10% de ses territoires sous protection forte.

Ce texte n’est pas contraignant. Les ONG de protection de l’environnement critiquent en outre ce que le texte ne soit pas associé de moyens suffisants et clairs, quand elles ne trouvent pas les objectifs mêmes trop faible.

.

2021, grüner Kalender: der *One Planet Summit* und die „Affaire du siècle“ Frankreich hat gerade seine nationale Strategie für Schutzgebiete veröffentlicht, im Anschluss an den *One Planet Summit*, der Anfang Januar stattfand¹.

Was ist der *One Planet Summit*?

Es ist ein Umweltgipfel, der 2017, zwei Jahre nach dem Pariser Klimaabkommen, erstmals unter der Schirmherrschaft Frankreichs und in Abstimmung mit den Vereinten Nationen und der Weltbank stattfand.

Am Montag, den 11. Januar, trafen sich die Staatsoberhäupter von rund dreißig Ländern, darunter Angela Merkel, Boris Johnson und der chinesische Vize-Premierminister Han Zheng, zu einer vierten Auflage, diesmal in einem besonderen Format: halb virtuell, halb präsent.

Sie legen neue Fahrpläne für die 15. Vertragsstaatenkonferenz (COP) der UN-Konvention über die biologische Vielfalt fest. Vier Leitthemen wurden ausgewählt: Schutz von Ökosystemen, Agrarökologie, Finanzierung und die Zusammenhänge zwischen Abholzung, Arten und Gesundheit.

Während dieses Gipfels stellte Emmanuel Macron seine nationale Strategie für Schutzgebiete vor, eine Strategie, die seit einigen Wochen erwartet wurde. Warum auf diesen Gipfel warten, um es zu enthüllen? Für Frankreich geht es darum, ein Ziel zu fordern, nämlich ein Drittel der Erdoberfläche bis 2030 zu schützen und dieses während der COP, die für Ende des Jahres in China geplant ist, anzunehmen.

Was ist dieser Text?

Es ist eine Roadmap, um den Verlust der biologischen Vielfalt bis 2030 zu stoppen. Seine Originalität liegt in der Tatsache, dass es sowohl das französische Mutterland als auch die Überseegebiete, das Land und die maritimen Themen gleichzeitig integriert. Die Schlüsselformel lautet: Frankreich verpflichtet sich, in den nächsten zehn Jahren 30 % der biologischen Vielfalt in seinen Land- und Meeresgebieten zu schützen. Außerdem verpflichtet sie sich, 10 % ihrer Gebiete unter starken Schutz zu stellen.

Dieser Text ist nicht verbindlich. Umweltschutz-NGOs kritisieren auch, dass der Text keine ausreichenden und klaren Mittel enthält, wenn sie die Ziele nicht sogar zu schwach finden.



Le Président français Emmanuel Macron aux côtés du Ministre Franck Riester clôture la première table ronde du "One Planet Summit" pour la biodiversité, qui s'inscrit dans le cadre de la Journée mondiale de la Nature, au Palais de l'Elysée à Paris, France, 11 janvier 2021

Der französische Präsident Emmanuel Macron mit dem Minister Franck Riester zum Abschluss des ersten Runden Tisches

Quelles sont les engagements de la France en matière de protection de l'environnement et d'écologie ?

On se perd, à force, dans la multitude d'engagements, nationaux, internationaux. Les déclarations de principes, feuilles de route, accords internationaux pour la protection de l'environnement font florès depuis quelques dizaines d'années. Mais le souci de protection de l'environnement ne se cantonne pas au bloc de conventionnalité : on le trouve dans le bloc de constitutionnalité depuis 2005. En effet, c'est à cette date que la charte pour l'environnement a été adossé à la Constitution Française. Emmanuel Macron a annoncé la semaine dernière, à l'issue de la Convention citoyenne sur le climat, qu'il entendait mener une réforme constitutionnelle pour inscrire l'impératif écologique dans l'article 1er de la Constitution. Ce dernier passerait d'objectif à valeur constitutionnelle à un véritable principe constitutionnel, c'est-à-dire qu'il aurait plus de force. Cette réforme pourrait donner de nouvelles armes aux défenseurs de l'environnement dans les procès climatiques.

C'est en vertu de cela et des multiples lois (citons en guise d'exemple la loi relative à la transition énergétique de 2015, dans laquelle la France se fixe un objectif de 40% de réduction de ses émissions d'ici 2030 par rapport au niveau de 1990), décrets, directives, que se sont multipliés, ces dernières années, les contentieux climatiques.

Les procès pour le climat

La France est ainsi régulièrement placée sur le banc des accusés pour son inaction en matière de protection de l'environnement, que ce soit au niveau international ou national. Citons, à titre d'exemple pour l'échelon national, la décision inédite rendue en novembre 2019 par le Conseil d'État. Dans un recours visant l'inaction climatique de l'État, déposé par une ville (Grande-Synthe, Nord), la plus haute juridiction administrative a fixé un ultimatum à l'exécutif en lui donnant trois mois pour « *justifier que la trajectoire de réduction à horizon 2030 pourra être respectée* ». Ce faisant, elle donnait un délai à l'exécutif pour « justifier que la trajectoire

de réduction à l'horizon 2030 pourra être respectée », ce qui a été salué par nombre d'ONG.

Le jeudi 14 janvier, dans un procès surnommé "L'Affaire du Siècle", la rapporteure publique a mis en avant devant le tribunal administratif de Paris la "faute" de l'État qui n'a pas respecté ses objectifs de lutte contre le changement climatique. Deux ans après le début de cette procédure hors norme, soutenue par 2,3 millions de citoyens, les quatre ONG requérantes - Notre Affaire à tous, Greenpeace France, Fondation Nicolas Hulot et Oxfam France - espèrent une décision "historique" dans les semaines qui viennent.

.

Was sind die Verpflichtungen Frankreichs in Bezug auf Umweltschutz und Ökologie?

Man verliert sich in einer Vielzahl der nationalen und internationalen Verpflichtungen. Es gibt immer mehr Grundsatzserklärungen, Roadmaps und internationalen Vereinbarungen zum Schutz der Umwelt.

Der Klimanotstand wird nicht nur im Konventionalitätsblock erwähnt: Es ist seit 2005 Teil des Konstitutionalitätsblocks. Damals ist die Charta für die Umwelt in die französische Verfassung aufgenommen worden. Auch durch vielen Gesetze (z.B. das Gesetz zur Energiewende von 2015, in dem sich Frankreich das Ziel gesetzt hat, seine Emissionen bis 2030 um 40% gegenüber 1990 zu reduzieren), Dekrete und Richtlinien haben sich die Klimastreitigkeiten in den letzten Jahren entwickeln können.

Emmanuel Macron kündigte letzte Woche am Ende des Bürgerklimakonvents an, dass er eine Verfassungsreform durchführen will, um den ökologischen Imperativ in Artikel 1 der Verfassung zu verankern. Letzteres würde sich von einem Ziel mit Verfassungswert zu einem echten Verfassungsgrundsatz entwickeln, das heißt, es hätte mehr Kraft. Diese Reform könnte den Umweltaktivisten in Klimaprozessen neue Waffen geben.

Prozesse für den Umwelt

So wird Frankreich regelmäßig auf die Anklagebank für seine Untätigkeit beim Umweltschutz gesetzt, sei es auf internationaler oder nationaler Ebene. Als Beispiel auf nationaler Ebene sei hier die beispiellose Entscheidung des Staatsrats vom November 2019 genannt. In der Klage einer Stadt (Grande-Synthe, Nord) gegen die Untätigkeit des Staates in Sachen Klimawandel hat das oberste Verwaltungsgericht der Exekutive ein Ultimatum gesetzt und ihr drei Monate Zeit gegeben, um "zu begründen, dass der Reduktionspfad bis 2030 eingehalten werden kann". Damit gab es der Exekutive eine Frist, um "zu begründen, dass der Reduktionspfad bis 2030 eingehalten werden kann", was von vielen NGOs begrüßt wurde.

Erst am vergangenen Donnerstag hat der öffentliche Berichterstatter in einem Prozess, der als "Fall des Jahrhunderts" bezeichnet wurde, vor dem

Pariser Verwaltungsgericht die "Schuld" des Staates für die Nichteinhaltung seiner Klimaziele dargelegt. Zwei Jahre nach Beginn dieses außergewöhnlichen Verfahrens, das von 2,3 Millionen Bürgern unterstützt wurde, hoffen die vier antragstellenden NGOs - Notre Affaire à tous, Greenpeace Frankreich, Fondation Nicolas Hulot und Oxfam Frankreich - auf eine "historische" Entscheidung in den kommenden Wochen.

Et pour ce qui est de l'échelle internationale, l'Union européenne met régulièrement la France en demeure de se conformer aux arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne concernant l'application de directives sur la protection de l'environnement.

En bref, les engagements de la France pour la protection de l'environnement ne manquent pas... Mais les actions, elles, sont loin de suivre. Non que la France soit inactive en matière de protection de l'environnement, loin s'en faut. Mais les rappels à l'ordre, les critiques sont nombreuses et régulières pour dénoncer le gouffre qui gît entre les paroles et les actes.

En juillet 2020, par exemple, le Haut Conseil pour le climat dressait un constat sévère sur la politique du gouvernement : « *Les actions climatiques ne sont pas à la hauteur des enjeux ni des objectifs* », assenait-il. Au rythme où vont les émissions de gaz à effet de serre, l'objectif de neutralité carbone en 2030 apparaît impossible à atteindre³.

Le jugement de l'Affaire du siècle, attendu impatiemment pour la fin du mois de janvier, devrait sanctionner symboliquement ce retard par rapport aux engagements mais aussi, potentiellement, contraindre l'État français à réparer les dégâts causés par son inaction climatique.

En somme, le hasard du calendrier nous offre, en ce mois de janvier, un beau panorama des possibilités d'application du droit à la protection de l'environnement : entre déclarations de principes, lois et procès.

Und auf internationaler Ebene mahnt die Europäische Union Frankreich regelmäßig, den Urteilen des Europäischen Gerichtshofs zur Anwendung von Richtlinien zum Umweltschutz nachzukommen.

Kurz gesagt, Frankreichs Engagement für den Umweltschutz ist nicht mangelhaft... Aber die Taten folgen noch lange nicht. Nicht, dass Frankreich in Sachen Umweltschutz untätig wäre, im Gegenteil. Aber die Mahnungen zur Ordnung und die Kritiken sind zahlreich und regelmäßig, um die Kluft anzuprangern, die zwischen Worten und Taten liegt.

So hat der Hohe Rat für das Klima im Juli 2020 eine harte Bewertung der Regierungspolitik vorgenommen: "Die Klimamaßnahmen werden den Herausforderungen und Zielen nicht gerecht", hieß es. Bei der Geschwindigkeit, mit der die Treibhausgasemissionen steigen, scheint das Ziel der Kohlenstoffneutralität im Jahr 2030 unmöglich zu erreichen³. Das für Ende Januar ungeduldig erwartete Urteil im "Fall des Jahrhunderts" sollte diese Verspätung bei der Erfüllung der Verpflichtungen symbolisch sanktionieren, aber auch den französischen Staat möglicherweise dazu zwingen, die durch seine Untätigkeit beim Klimaschutz verursachten Schäden zu beheben. Kurzum, die Zufälligkeit des Kalenders bietet uns in diesem Monat Januar ein schönes Panorama der Anwendungsmöglichkeiten des Rechts auf Umweltschutz: zwischen Grundsatzserklärungen, Gesetzen und Prozessen.

metooinceste

Le 7 janvier 2021 est paru en France *Familia Grande*, ouvrage dans lequel Camille Kouchner révèle les actes d'inceste commis par son beau-père, Olivier Duhamel, sur son frère alors adolescent. L'accusation a ébranlé les hautes sphères parisiennes. Olivier Duhamel était en effet politiste, professeur émérite à Sciences Po Paris, conseiller au Conseil Constitutionnel : en bref, il connaissait les arcanes du pouvoir. Il a quitté ses fonctions après la parution de ce livre. Dans son sillage plusieurs personnages se sont aussi retirées, des proches de Duhamel qui ont exprimé leur consternation et leur choc à l'annonce de cette accusation.

L'onde de choc rappelle celle de l'affaire Matzneff, en janvier 2020. En publiant, *Le consentement*, Vanessa Springora revenait sur les relations sexuelles qu'elle avait eues en tant que mineure avec l'écrivain Gabriel Matzneff. Ce dernier était un invité habituel de plateaux télé. Il avait remporté plusieurs prix littéraires (Renaudot, par exemple). Lui aussi était connu du grand public. L'ouvrage avait fait l'effet d'une bombe, d'autant plus que Vanessa Springora révélait aussi, surtout, que ces relations que l'écrivain étaient connues de tous ; elles étaient au cœur de ses romans et ouvrages.

Un an plus tard, donc, Camille Kouchner, maîtresse de conférence en droit privé, brise à nouveau une omerta et ouvre les vannes d'un déluge de témoignages.

Ce week-end, des milliers de personnes ont révélé, sur les réseaux sociaux, avoir été victimes d'inceste, c'est-à-dire d'agression sexuelle voire de viol par un membre de leur famille.

#metooinceste

Am 7. Januar 2021 erschien das Buch *Familia Grande* von Camille Kouchner, in dem sie die Inzesttaten ihres Stiefvaters Olivier Duhamel an seinem damals jugendlichen Bruder aufdeckt. Die Anschuldigung erschütterte die Pariser High Society. Olivier Duhamel war in der Tat ein Politiker, emeritierter Professor an Sciences Po Paris, Berater des Verfassungsrates. Er verließ sein Amt nach der Veröffentlichung dieses Buches. In seinem Gefolge zogen sich auch mehrere Personen zurück, einige von Duhamels engen Freunden und Verwandten, die ihre Bestürzung und ihren Schock über die Bekanntgabe dieser Anschuldigung ausdrückten.

Die Schockwelle erinnert an die Matzneff-Affäre im Januar 2020. Mit der Veröffentlichung von *Le Consentement* (Der Consent) hat Vanessa Springora über die sexuellen Beziehungen, die sie als Minderjährige mit dem Schriftsteller Gabriel Matzneff hatte geschrieben. Matzneff war ein regelmäßiger Guest in TV-Shows. Er hatte mehrere Literaturpreise gewonnen (z.B. Renaudot). Er war auch der breiten Öffentlichkeit bekannt. Das Buch schlug ein wie eine Bombe: Vanessa Springora hat nicht nur diese problematischen Beziehungen aufgedeckt, sondern auch und die Tatsache, dass diese Beziehung von allen bekannt waren. Die Beziehungen mit Minderjährigen Mädchen waren das Herzstück der Romane und Werke vom Schriftsteller.

Ein Jahr später bricht Camille Kouchner deshalb erneut ein Omertum. Die Dozentin für Privatrecht öffnet die Schleusen für eine Flut von Aussagen auf Twitter.

An diesem Wochenende enthüllten Tausende von Menschen in sozialen Netzwerken, dass sie Opfer von Inzest geworden sind.



Camille Kouchner
La familia
grande



Seuil

La familia grande, de Camille Kouchner, est paru au Seuil le 7 janvier
2021

L'inceste en France

Quel phénomène social ?

Un sondage récent révèle que 7 à 10% de la population française ont subi des viols intrafamiliaux dans l'enfance, les violences commençant en moyenne à l'âge de 9 ans. 96,5% de ces crimes sont commis par des hommes, de tous milieux sociaux confondus. Les auteurs d'incestes n'ont pas forcément une inclinaison pour les mineurs.

En bref, les agressions sont d'une banalité terrifiante ; elles sont le lot de deux à trois enfants par classe de CM2 (équivalent de la cinquième classe⁴). S'il n'y a pas de trajectoire type de la victime d'inceste, la psychiatrie et les sciences sociales ont prouvé depuis quelques décennies que les victimes d'inceste ont de grandes difficultés à construire une vie professionnelle et une vie de famille. Une enquête de 2015 montre même que, chez les femmes, l'exposition à des violences sexuelles dans l'enfance entraîne un risque accru pour elles de revivre, à l'âge adulte, des situations de harcèlement et de violences sexuelles.

Quel régime légal ?

Le droit français condamne l'inceste depuis des siècles : les lois de l'Ancien Régime, déjà, le désigne clairement. Néanmoins, il ne recouvre pas le même forfait au XVIIe siècle. Ce que l'on condamnait alors, c'était une atteinte à la pudeur aggravée dans le cas d'une victime mineure. Le droit a beaucoup évolué sur ce sujet au XIXe siècle, sous le Directoire et le Consulat. Petit à petit, le viol est caractérisé, jugé aux assises, et aggravé si l'agresseur est un « ascendant légitime », naturel ou adoptif⁵.

C'est en 2016 que le mot « inceste » a fait son entrée dans le code pénal. En 2018, le délai de prescription a été allongé : une victime peut désormais porter plainte jusqu'à ses 48 ans pour des atteintes survenues pendant l'enfance.

La France est l'un des pays les plus répressifs pour ce qui est de la qualification des actes et les peines. A l'échelle européenne, on observe un clivage entre les pays latins, qui ne condamnent pas pénalement l'inceste

en tant que relations sexuelles entre adultes consentants, mais considèrent les liens de parenté comme circonstances aggravantes des infractions sexuelles ; les autres pays condamnent explicitement l'inceste entre majeurs mais ne font pas toujours intervenir le lien de parenté comme circonstances aggravantes d'une agression sexuelle sur mineurs.

Inzest in Frankreich

Welches soziale Phänomen?

Eine aktuelle Studie zeigt, dass 7 bis 10 % der französischen Bevölkerung in ihrer Kindheit Opfer einer innerfamiliären Vergewaltigung wurden, wobei die Gewalt im Durchschnitt im Alter von 9 Jahren beginnt. 96,5 % dieser Verbrechen werden von Männern aus allen sozialen Schichten begangen. Kurzum, die Angriffe sind erschreckend alltäglich; sie betreffen zwei bis drei Kindern pro CM2 Klasse (5. Klasse).

Es gibt keinen typischen Werdegang des Inzestopfers. Psychiatrie und Sozialwissenschaften haben aber in den letzten Jahrzehnten bewiesen, dass Inzestopfer große Schwierigkeiten haben, ein Berufs- und Familienleben aufzubauen. Eine Studie aus dem Jahr 2015 zeigt sogar, dass bei Frauen, die Opfer von sexueller Gewalt in der Kindheit gewesen waren, zu einem erhöhten Risiko führt, im Erwachsenenalter erneut sexueller Belästigung und Gewalt zu erleben.

Welches Rechtssystem?

Das französische Recht verurteilt den Inzest seit Jahrhunderten: Schon die Gesetze des *Ancien Régime* bezeichnen ihn eindeutig. Dennoch deckt es im 17. Jahrhundert nicht den gleichen Tatbestand ab. Was damals verurteilt wurde, war schwere Unsittlichkeit im Falle eines minderjährigen Opfers. Im 19. Jahrhundert, unter dem Direktorium und dem Konsulat, entwickelte sich das Recht zu diesem Thema erheblich. Nach und nach wurde die Vergewaltigung charakterisiert, bei den „assises“ beurteilt und verschärft, wenn der Angreifer ein "legitimer Aszendent" war, biologisch oder adoptiv verwandt⁵.

Im Jahr 2016 wurde das Wort "Inzest" in das Strafgesetzbuch aufgenommen. Im Jahr 2018 wurde die Verjährungsfrist verlängert: Ein Opfer kann nun bis zum Alter von 48 Jahren Anzeige für Straftaten erstatten, die in der Kindheit geschehen sind.

Frankreich ist eines der repressivsten Länder, was die Bezeichnung von Taten und Strafen angeht. Auf europäischer Ebene gibt es eine Kluft zwischen lateinischen Ländern, die Inzest als sexuelle Beziehung zwischen

einwilligenden Erwachsenen nicht strafrechtlich verurteilen, aber verwandtschaftliche Bindungen als erschwerenden Umstand für Sexualdelikte ansehen; andere Länder verurteilen Inzest zwischen Erwachsenen ausdrücklich, beziehen aber verwandtschaftliche Bindungen nicht immer als erschwerenden Umstand für sexuelle Übergriffe auf Minderjährige ein.

Libérer la parole

Plusieurs obstacles s'opposent à la prise de parole des victimes d'inceste. Le jeune âge, d'abord, constitue un défi pour les policiers (de la Brigade de Police pour Mineurs) qui recueillent les témoignages et doivent non seulement faire parler mais aussi fournir des preuves de la fiabilité du témoignage⁶. Le traumatisme, ensuite, qui peut causer des amnésies temporaires.

Révéler ce crime, commis au cœur de la cellule familiale, c'est aussi prendre le risque de la faire voler en éclat. En plus de la possibilité de voir sa parole mise en doute, les victimes peuvent craindre de perdre le lien familial, d'être *de facto* exclu, marginalisé. L'anthropologue Dorothée Dussty explique ainsi en partie la « complaisance sociale » autour de l'inceste : « ce ne sont pas les faits eux-mêmes, mais leur révélation, qui, en créant une brèche dans le silence, entaille l'ordre social », écrit-elle.

Les réseaux sociaux sont encore une fois l'espace dans lequel le tabou peut être brisé : en plus de l'effet d'imitation, par lequel des victimes qui voient d'autres victimes parler osent enfin prendre la parole, les sociabilités sur les réseaux sociaux sont plus faibles (au sens de lien faible), moins interpersonnelles ; on y ressent moins la honte. Or l'inceste se caractérise par ce sentiment de honte inversée, la victime se sentant souvent coupable.

Freigabe des Bodens

Es gibt eine Reihe von Hindernissen, sich für die Opfer von Inzest einzusetzen. Erstens ist das junge Alter der Opfer eine Herausforderung für die Polizeibeamten (der Polizeibrigade für Minderjährige), die die Zeugenaussagen sammeln und sie nicht nur zum Sprechen bringen, sondern auch Beweise für die Zuverlässigkeit der Aussagen erbringen müssen. Zweitens kann es ein Trauma auflösen, das vorübergehende Amnesie verursacht.

Die Aufdeckung dieses Verbrechens, das im Herzen der Familieneinheit begangen wurde, bedeutet auch, das Risiko einzugehen, dass diese zerbrochen wird. Zusätzlich zu der Möglichkeit, dass ihr Wort in Frage gestellt wird, können die Opfer befürchten, die familiäre Bindung zu verlieren, *de facto* ausgeschlossen und ausgegrenzt zu werden. Die Anthropologin Dorothée Dussty erklärt damit zum Teil die "soziale Selbstgefälligkeit", die den Inzest umgibt: "Es sind nicht die Tatsachen selbst, sondern ihre Enthüllung, die, indem sie einen Bruch im Schweigen schafft, in die soziale Ordnung einschneidet", schreibt sie.

Nach der #metoo Bewegung sind soziale Netzwerke noch einmal den Raum, in dem ein Tabu gebrochen werden kann. Erst gibt es sicher ein Nachahmungseffekt, durch den Opfer, die andere Opfer sprechen sehen, sich endlich trauen, sich zu äußern. Dazu kommt, dass die Gesellschaft in sozialen Netzwerken schwächer (im Sinne von schwacher Verbindung), weniger zwischenmenschlich und man fühlt weniger Scham. Inzest ist durch dieses umgekehrte Schamgefühl gekennzeichnet, wobei sich das Opfer oft schuldig fühlt.

Des évolutions législatives ?

Le phénomène déclenché par la parution de ce livre et les milliers de témoignages dévoilés a remis sur le tapis deux propositions législatives⁷.

D'abord, celle d'un âge minimum de consentement à des relations sexuelles avec un adulte. Beaucoup d'associations la réclame, le gouvernement l'avait envisagée en 2018 avant la laisser tomber. Le 21 janvier est examiné au Sénat un texte qui prévoit la création d'une infraction autonome de viol sur mineur, c'est-à-dire sur personne de moins de 13 ans. D'autres propositions sont en préparation.

Pour rappel, la France est un des seuls pays européens où il n'existe pas de seuil de consentement.

La deuxième évolution pourrait concerner l'allongement des délais de prescription pour ces affaires. Certaines associations militent pour une telle proposition tandis que d'autres estiment que l'imprescrivabilité doit rester réservée aux crimes contre l'humanité, jugeant que la loi actuelle permet une quasi-imprescrivabilité⁸.

De quoi cette évolution est-elle le nom ?

Au XVIIIe siècle, les crimes suprêmes étaient le parricide et le régicide. Aujourd'hui, c'est l'inceste et la pédophilie. L'historien Antoine Garagon relie ce constat avec l'émergence des « sentiments démocratiques », d'après les mots de Tocqueville, avec « une justice de l'intime », l'attention relativement récente à la souffrance d'autrui et enfin sous l'influence du mouvement en faveur de l'égalité hommes-femmes, qui, œuvrant au démantèlement du patriarcat, agit aussi à l'encontre d'autres formes d'abus de pouvoir et d'abus sexuels. Dans un excellant article paru dans *Le Monde*⁹, deux magistrats décortiquent ce qui construit l'horreur de la pédophilie ; ils démontrent qu'il ne s'agit en aucun cas d'une évidence culturelle et sociale mais d'une valeur très contemporaine.

Gibt es Entwicklungen in der Gesetzgebung?

Das Phänomen, das durch die Veröffentlichung dieses Buches und die tausenden von Zeugenaussagen ausgelöst wurde, hat zwei Gesetzesvorschläge wieder in den Vordergrund gerückt⁷.

Erstens, die eines Mindestalters für die Zustimmung zu sexuellen Beziehungen mit einem Erwachsenen. Viele Verbände fordern es, die Regierung hatte es 2018 in Erwägung gezogen und dann fallen gelassen. Am 21. Januar wird im Senat ein Text geprüft, der die Schaffung eines eigenständigen Straftatbestandes der Vergewaltigung eines Minderjährigen, d.h. einer Person unter 13 Jahren, vorsieht. Weitere Vorschläge sind in Vorbereitung.

Zur Erinnerung: Frankreich ist eines der wenigen europäischen Länder, in denen es keine Einwilligungsschwelle gibt.

Die zweite Entwicklung könnte die Verlängerung der Verjährungsfristen für diese Fälle betreffen. Einige Verbände setzen sich für einen solchen Vorschlag ein, während andere der Meinung sind, dass die

Unverjährbarkeit Verbrechen gegen die Menschlichkeit vorbehalten bleiben sollte, wenn man bedenkt, dass das derzeitige Gesetz eine Quasi-Unverjährbarkeit zulässt.

Wie nennt man diese Entwicklung?

Im 18. Jahrhundert waren die höchsten Verbrechen Vatermord und Königsmord. Heute geht es um Inzest und Pädophilie. Der Historiker Antoine Garagon erläutert diese Entwicklung mit dem Auftauchen vom "demokratischen Gefühl", in den Worten Tocquevilles, und auch mit der "Gerechtigkeit von innen", mit der relativ neuen Aufmerksamkeit für das Leiden anderer und schließlich mit dem Einfluss der Bewegung für die Gleichstellung der Geschlechter. Diese Bewegung, indem sie sich für den Abbau des Patriarchats einsetzt, geht auch gegen andere Formen des Machtmissbrauchs vor. In einem ausgezeichneten Artikel, der in *Le Monde* veröffentlicht wurde, sezieren zwei Richter, was den Schrecken der Pädophilie ausmacht; sie zeigen, dass es sich keineswegs um eine kulturelle und soziale Evidenz handelt, sondern um einen sehr aktuellen Wert.

SOURCES DES IMAGES

One Planet Summit

<https://www.euractiv.com/section/energy-environment/news/one-planet-summit-no-climate-fix-without-biodiversity/>

Camille Kouchner

<https://fomo-vox.com/2021/01/13/camille-kouchner-jaccuse/>

¹ [https://www.lemonde.fr/planete/article/2021/01/14/la-france-adopte-une-strategie-ambitieuse-pour-ses-aires-protegees 6066199 3244.html](https://www.lemonde.fr/planete/article/2021/01/14/la-france-adopte-une-strategie-ambitieuse-pour-ses-aires-protegees_6066199_3244.html)

² <https://www.iris-france.org/153298-one-planet-summit-une-mobilisation-inedite-autour-des-enjeux-marins-avec-quels-effets/>

³ <https://www.gouvernement.fr/special-cop-21-les-engagements-nationaux-de-la-france-3390>

⁴ [https://www.lemonde.fr/societe/article/2020/11/23/l-inceste-un-crime-encore-trop-banal 6060796 3224.html](https://www.lemonde.fr/societe/article/2020/11/23/l-inceste-un-crime-encore-trop-banal_6060796_3224.html)

⁵ <https://www.cairn.info/l-inceste--9782130541073-page-11.htm>

⁶ [https://www.lemonde.fr/societe/article/2020/11/23/a-la-brigade-de-protection-des-mineurs-la-parole-pour-faire-emerger-les-affaires-d-inceste 6060748 3224.html](https://www.lemonde.fr/societe/article/2020/11/23/a-la-brigade-de-protection-des-mineurs-la-parole-pour-faire-emerger-les-affaires-d-inceste_6060748_3224.html)

⁷ [https://www.lemonde.fr/societe/article/2021/01/14/l-affaire-duhamel-relace-le-debat-autour-des-questions-de-consentement-et-d-imprescriptibilite 6066245 3224.html](https://www.lemonde.fr/societe/article/2021/01/14/l-affaire-duhamel-relace-le-debat-autour-des-questions-de-consentement-et-d-imprescriptibilite_6066245_3224.html)

⁸ [https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/01/12/le-droit-francais-n-est-pas-indifferent-aux-violences-sexuelles-sur-mineurs 6065929 3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/01/12/le-droit-francais-n-est-pas-indifferent-aux-violences-sexuelles-sur-mineurs_6065929_3232.html)

⁹ <https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/01/31/de-la-pedophilie-a-la-pedocriminalite-comment-les->